

DG/2001/75
Original : français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours de
M. Koïchiro Matsuura

Directeur général
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion de la Conférence internationale
sur le dialogue entre les civilisations

Session spéciale sur
« Les aspects politiques du dialogue entre les civilisations »

Kyoto, Japon, 3 août 2001

Monsieur le Représentant personnel du Secrétaire général
des Nations Unies,
M. le Secrétaire général de la Francophonie,
Mme la Secrétaire exécutive de la Communauté des pays lusophones,
M. le Directeur général de l’ALECSO,
M. le Directeur général de l’ISESCO,
M. le Recteur de l’Université des Nations Unies,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C’est pour moi un grand plaisir et un honneur de présider cette session spéciale de la Conférence consacrée aux « Aspects politiques du dialogue entre les civilisations ».

Le thème qui nous réunit ce matin est inhabituel : on n’a en effet guère l’habitude d’associer civilisations et politique. Mais s’il est inhabituel, il n’en est pas moins profondément nécessaire. Il nous rappelle que le dialogue entre les civilisations ne touche pas seulement à la sphère intellectuelle et culturelle, mais qu’il possède une dimension profondément politique, au sens le plus noble du terme — c’est-à-dire qui favorise notre vie en commun, non seulement au niveau des communautés et des États, mais également au niveau sous-régional, régional et mondial.

Le dialogue entre les civilisations appelle en effet une volonté politique affirmée, au plus haut niveau, dans toutes les régions et les aires culturelles du monde. Cette volonté, qui peut prendre en certaines parties du monde la forme d’un certain courage, est indispensable à la réussite de ce dialogue. Ceux d’entre nous qui ont assisté à la Table ronde organisée, à l’initiative de la République islamique d’Iran, pour le lancement de cette Année internationale ont d’ailleurs pu en être les témoins privilégiés.

Je me réjouis donc tout particulièrement que les dirigeants d’organisations représentant des aires géographiques et culturelles très vastes aient accepté notre invitation : nous bénéficierons ainsi de la sagesse cumulée des communautés africaines, francophones, lusophones, arabes et islamiques.

Avant de leur céder la parole, permettez-moi cependant de souligner ce qui me semble être une des dimensions les plus fondamentales du dialogue entre les civilisations, et qui comporte une implication politique forte : je veux parler de l’éthique.

Le dialogue entre les civilisations replace en effet au cœur de nos préoccupations l'intuition **éthique** fondamentale à la base du système des Nations Unies, selon laquelle notre bien commun le plus précieux est la paix. La nécessité du dialogue entre les civilisations repose sur cette exigence, qui n'est rien d'autre que la conscience de l'impossible isolement des êtres et des cultures. Sans dialogue, les cultures et les civilisations dépérissent et sont vouées à disparaître. C'est ce qu'exprimait avec une étonnante lucidité, au lendemain de la première guerre mondiale, le grand intellectuel français Paul Valéry, en disant : « Nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles. » Cet avertissement, qui s'adressait surtout aux civilisations européennes, pourrait s'adresser avec encore plus d'actualité aujourd'hui à toutes les cultures et à toutes les civilisations : à l'heure de la mondialisation accélérée et de l'interdépendance accrue, les civilisations et les cultures ont un besoin vital de contact, d'innovation, d'interaction, d'échange et de dialogue, sur un pied d'égale dignité, et donc, de tolérance.

Mais ne nous y trompons pas. Ce dialogue entre les civilisations impose des responsabilités et le respect de certaines règles, non seulement au niveau interpersonnel, mais également dans le domaine public et la vie politique. Il doit se fonder sur l'engagement volontaire des êtres et des sociétés à respecter les uns envers les autres, dans leur intérêt commun, un ensemble de principes et de droits essentiels. Il est par conséquent un processus fondamentalement démocratique et pluraliste, qui ne peut se concevoir hors du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le dialogue entre les civilisations nous impose de concilier, et de réconcilier, dans l'espace nouveau créé par la mondialisation, l'universalité des droits et la diversité de la condition humaine.

Nous ne pouvons oublier également que le dialogue *entre* les cultures et les civilisations peut et doit s'établir également *au sein* des sociétés elles-mêmes, de plus en plus composites et diversifiées. Il appelle par conséquent la participation de tous, en particulier les femmes et les jeunes, l'ensemble des acteurs de la société civile. Cela aussi est un acte politique, dont la portée n'est pas toujours comprise dans tous les pays. Comme l'ont souligné les chefs d'État et les intellectuels réunis lors du lancement de l'Année au siège des Nations Unies le 5 décembre dernier, à l'invitation de l'UNESCO et de la République islamique d'Iran, « dialogue begins at home » — le dialogue commence d'abord chez soi, dans chaque communauté, dans chaque État, dans chaque sous-région, dans chaque continent, et entre les hommes et les femmes.

Tous les continents du monde — de l'Afrique à l'Europe en passant par l'Asie et le Moyen Orient — souffrent de conflits souvent meurtriers, qui se nourrissent d'intolérance et d'ignorance mutuelle des cultures et des

communautés, de discrimination sous toutes ses formes, de xénophobie et de racisme. En un mot, par l'absence ou l'échec du dialogue et de la concertation.

Promouvoir le dialogue entre les civilisations me paraît dans ces conditions une mesure très pertinente pour promouvoir la paix, non seulement au niveau mondial, mais aussi aux niveaux régional et sous-régional. Je suis persuadé qu'il est une condition indispensable pour une résolution réelle des conflits et l'établissement d'une paix durable entre des peuples et des communautés divisés par des incompréhensions, des animosités ou des haines parfois profondes. Fondé sur l'écoute de l'autre, la compréhension et le respect mutuel, ce dialogue devient un acte profondément politique.

Je suis personnellement convaincu — et j'ai tenu à le répéter tout au long de cette Année internationale — qu'apprendre à connaître la culture de l'autre, et écouter ce que cet autre a à dire, permet de dissiper la haine, l'ignorance et la défiance mutuelle, et aide à construire la paix. Nous devons par conséquent apprendre à reconnaître ce que chaque culture doit aux autres cultures. Nous devons dans le même temps reconnaître que les civilisations ne sont pas immuables, qu'elles changent et se redéfinissent en permanence, en fonction de circonstances et d'interactions nouvelles.

Il s'agit d'une œuvre qui ne peut se réaliser pleinement et de façon durable que sur le long terme, par un long et patient travail d'ouverture et de réconciliation. Qu'il s'agisse de la politique interne des États ou de la politique internationale, c'est une action que nous devons mener avec détermination — et notre réunion d'aujourd'hui, je crois, démontre que nous souhaitons tous nous y engager.

Cela ne va pourtant pas de soi. Historiquement, le terme « civilisation » est lourd de représentations stéréotypées et erronées : la « civilisation » supposée des uns a souvent été opposée à la « barbarie » supposée des autres. Il a souvent conduit à établir une hiérarchie entre les civilisations et un antagonisme entre civilisations « dominantes » et « dominées », qui ont été, au cours de l'histoire, la source de nombreux conflits et de guerres meurtrières. Le terme a notamment servi de justification idéologique à la colonisation et à des politiques d'assimilation forcée équivalent, dans ce sens, à un rejet de la civilisation de l'autre, de la dignité intrinsèque de la personne humaine, et de la notion même de dialogue. Il nous faut lutter contre cette vision archaïque des civilisations, qui serait synonyme d'exclusion, alors même que la civilisation devrait être synonyme d'inclusion, alors même que la civilisation impose ce que Jacques Delors a nommé, dans son rapport à l'UNESCO sur l'éducation au XXI^e siècle, « apprendre à vivre ensemble ».

Les considérations éthiques doivent donc dominer notre approche. Elles doivent s'étendre, au-delà de la culture, aux sciences et aux technologies. L'UNESCO compte donner une forte impulsion à l'action dans ce domaine capital, qui reste encore mal appréhendé.

L'UNESCO est aussi persuadée que le dialogue entre les civilisations impose également la reconnaissance et la promotion des expressions de la diversité culturelle. Dans un monde en interdépendance croissante, et à l'ère de la mondialisation, il faut veiller à ce qu'une culture ne tende à dominer les autres. La mise en valeur de la diversité culturelle — de ce que le rapport de la Commission présidée par Javier Pérez de Cuéllar appelle « notre diversité créatrice » —, notamment au bénéfice des cultures qui sont le plus mal représentées, en particulier dans les échanges de biens et de services culturels, constitue un acte profondément politique, aux niveaux national, régional et mondial. La mondialisation doit permettre la libre expression de cette diversité, qui constitue à la fois une richesse et un bien commun de l'humanité.

Comme vous le savez, l'UNESCO élabore actuellement une Déclaration sur la diversité culturelle, qui devrait poser les bases nécessaires d'une telle réconciliation et aider à la mise en valeur des biens culturels dans toutes les parties du monde, notamment au sein des pays en développement.

L'action de l'UNESCO en faveur de la préservation du patrimoine mondial, grâce à la Convention de 1970, est désormais très largement connue et appréciée. Préserver le patrimoine, c'est bien évidemment préserver sa diversité, c'est donner la chance à chacun d'entre nous de pouvoir aller à la rencontre de l'autre, à travers les monuments qu'il a édifiés, les paysages qu'il a modelés, les traces matérielles qu'il a laissées derrière lui. C'est permettre un dialogue entre les civilisations. Mais les langues, la littérature orale, la musique, la danse, les jeux, les mythologies, rites, coutumes, savoir-faire artisanaux, l'architecture, ainsi que les formes traditionnelles de communication sont aussi d'admirables témoignages de la diversité des cultures, et méritent tout autant notre attention. C'est pour compléter le dispositif qui existe désormais depuis plus de trente ans que l'UNESCO a procédé cette année à la première nomination de dix-neuf chefs-d'œuvre du patrimoine immatériel de l'humanité, afin de consacrer les exemples les plus remarquables d'espaces culturels ou de formes d'expressions populaires et traditionnelles. Et nous travaillons à un instrument normatif qui devrait, à l'instar de la Convention du patrimoine mondial, permettre la mise en valeur, avec l'aide des pays et des communautés concernées, de patrimoines culturels trop longtemps négligés. Ces actes réclament du courage, et avant tout du courage politique, car ils instaurent de fait la diversité et le dialogue entre les cultures au fondement de l'histoire et de l'évolution de toute société.

Mesdames et Messieurs,

L'éducation est l'instrument essentiel qui nous permettra de développer le dialogue à long terme entre les cultures et les civilisations et d'assurer la participation de tous et de toutes à ce dialogue. Je dis bien « à long terme », parce que le temps de la mondialisation et des nouvelles technologies, c'est trop souvent le temps de l'urgence et de l'immédiateté, le temps du court terme, qui limite la capacité de l'être humain à contrôler son destin. Or c'est dans la longue durée que les peuples construisent les valeurs qui donnent sens à leur vie, structurent leurs relations et donnent forme et substance à leur identité. Nous devons redonner ses lettres de noblesse au temps de l'éducation et de la culture, de l'expression artistique, de la créativité et du dialogue, au temps de l'apprentissage des langues, sans lequel ni l'éducation ni le dialogue n'ont de sens. L'éducation — j'entends l'éducation de qualité pour tous, en particulier l'éducation des filles et des femmes — constitue elle aussi, dans un monde où quelque 135 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et presque 900 millions d'adultes sont analphabètes, un engagement politique essentiel, dont les exigences sont pleinement reflétées dans les objectifs établis au Sommet de Dakar l'an dernier, et dont l'UNESCO assure la coordination.

Nous devons aussi reconnaître que l'histoire constitue non seulement un théâtre majeur, mais également un instrument privilégié pour comprendre, lire et promouvoir les interactions entre peuples et cultures. L'UNESCO, par la rédaction d'histoires régionales et générales, mais également par le lancement de grands projets de dialogue interculturel — Routes de la soie, Route Al-Andalus, Route de l'esclave, Routes de la foi — a mis en lumière les processus historiques et contemporains qui favorisent une compréhension positive entre les cultures par la découverte d'un patrimoine commun et des valeurs partagées. Ces projets ont permis de mieux comprendre les ressorts constitutifs de la mémoire des peuples qui peuvent tout aussi bien alimenter le préjugé et l'incompréhension que contribuer à renouveler le dialogue entre les civilisations, les cultures, les religions et les traditions spirituelles.

Une lecture attentive des grands conflits, anciens ou modernes, entre peuples géographiquement séparés, mais surtout entre peuples voisins, révèle que les antagonismes, les méfiances, les incompréhensions et les haines se sont construites ou ont été alimentées et nourries par la manière dont chaque peuple écrit son histoire et celle des autres, l'enseigne et en fait un élément central de son patrimoine et de son identité. L'histoire constitue donc un enjeu fondamental pour la promotion du dialogue et la réconciliation entre les civilisations et les cultures.

C'est dans ce sens qu'il est nécessaire de promouvoir l'urgence d'une approche éthique de l'histoire. Il s'agit avant tout de faire en sorte que chaque peuple, dans son droit légitime d'écrire sa propre histoire, soit pleinement conscient de la construction qu'il opère sur sa mémoire, son identité, l'image et la vision de l'autre (voisin, ami ou ennemi traditionnel). Il doit s'efforcer d'observer la plus grande rigueur scientifique et être déterminé à faire prévaloir une éthique de dialogue, d'ouverture et de respect mutuel.

En dernière analyse, l'histoire devrait être la scène où se construisent identités plurielles et patrimoine commun, dans le respect des valeurs les plus positives de l'humanité. C'est dans cet esprit que l'UNESCO encourage la refonte de la recherche historique, l'enseignement de l'histoire et la révision des manuels d'enseignement, en vue de valoriser les processus de dialogue, d'enrichissement mutuel et de convergences entre les cultures.

Au-delà même de l'histoire, c'est l'ensemble de l'éducation que nous somme appelés à repenser. Celle-ci doit aider les jeunes générations à embrasser la complexité d'un monde où chaque objet est inclus dans un ensemble de relations et ne saurait être envisagé en dehors de cet environnement avec lequel il entretient des liens étroits. Dans ce vaste ensemble où tout répond à tout, il n'existe pas de phénomènes isolés, et une relation unit, selon l'image paradoxale bien connue, le battement des ailes d'un papillon et le déclenchement d'une tempête. Cette idée d'une universelle « reliance », pour reprendre l'expression du philosophe Edgar Morin, nous invite à penser la totalité des phénomènes dans un contexte mondial, et à demeurer conscients de notre commune appartenance à une seule planète.

Mesdames et Messieurs,

Le grand défi des années à venir est simple : il s'agit d'« humaniser la mondialisation ». Nous devons reconnaître que la diversité culturelle, spirituelle, linguistique de l'humanité, loin de constituer un obstacle au dialogue, en garantit la richesse. Dans le même temps, nous ne pouvons ignorer que les déséquilibres existant en matière de développement constituent autant d'obstacles à la création, au niveau international, d'espaces de dialogue où les êtres et les cultures se retrouvent sur un pied d'égalité. Nous ne pouvons non plus ignorer le difficile chemin qui conduira à la reconnaissance des normes et des principes éthiques qui devront guider à l'avenir, sur la base de négociations bilatérales ou multilatérales, le dialogue entre les cultures et les civilisations. La tâche peut paraître immense. Mais elle est également la seule qui puisse engendrer la paix dans l'esprit des hommes et la solidarité intellectuelle entre les nations.

Comment s'orienter vers une éthique du dialogue entre les civilisations ? Comment faire reconnaître l'importance contemporaine de la diversité culturelle ? Quelle contribution l'éducation de qualité pour tous peut-elle apporter ? Pour débattre de ces grandes questions, et d'autres encore, nous avons la chance et le privilège d'accueillir à nos côtés plusieurs éminentes personnalités et dirigeants d'organisations régionales. Je les citerai dans l'ordre par lequel ils vont intervenir dans notre débat :

- Madame Vidgis FINNBOGADOTTIR, ancienne Présidente de la République d'Islande, est une amie de longue date de l'UNESCO. Elle est en particulier la Présidente de la COMEST, la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et technologiques, ainsi qu'Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour les langues.
- Monsieur Boutros BOUTROS-GHALI, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie et ancien Secrétaire général des Nations Unies, qui a été l'auteur aux Nations Unies d'un « Agenda pour la démocratie » et d'un « Agenda pour le développement », qui restent une source d'inspiration pour nombre d'entre nous. Il dirige à l'UNESCO un groupe de réflexion international sur la démocratie, dont les conclusions seront publiées très prochainement.
- Monsieur Amara ESSY, récemment élu Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et ancien Ministre des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire et Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Monsieur Giandomenico PICCO, représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Année du dialogue entre les civilisations. Je tiens à le remercier pour son engagement personnel en faveur de cette Année internationale, et à lui dire que l'UNESCO a suivi avec beaucoup d'intérêt les travaux du groupe d'éminentes personnalités qu'il dirige actuellement sur cette question..
- Monsieur Abdulaziz Othman ALTWAIJRI, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO).
- Madame Dulce Maria PEREIRA, Présidente de la Fondation culturelle Palmares, vouée à la promotion de la culture africaine au Brésil, et Secrétaire exécutive de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) ;

- Monsieur Mongi BOUSNINA, Directeur général de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO), ancien Ministre tunisien de la culture et Délégué permanent de son pays auprès de l'UNESCO.

Je voudrais enfin, pour conclure, offrir à votre réflexion un proverbe africain qui illustre de manière admirable la primauté des valeurs fondatrices : « lorsque dans la forêt les branches des arbres se querellent, leurs racines s'embrassent. »

Je vous remercie de votre attention.